

Comité Syndical du 10 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Aérospatiale à Allinges sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ARMINJON Christophe, ASNI-DUCHENE Isabelle, BASTARD Catherine, BAUD Richard, BERNARD Patrick, BERTHIER Marie-Pierre, BURNET Jacques, CHESSEL Pascal, CHUINARD Claire, COLOMER Gérard, DENNE Jean-Claude, DEVILLE François, GENOUD Pascal, GERDIL Frédéric, GIGUELAY Elisabeth, GIRARD Marie-Pierre, LACHAT Hervé, LANG Isabelle, LEI Josiane, MARTINERIE Catherine, MATHIAN Noel, MORAND Jean-Claude, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, SONGEON Christophe, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil, TRABICHET Yannick, VERNET Josette, WALKER James.

Délégués suppléants présents / votants :

DALIBARD Franck, REY Emmanuel, MAURE Dominique, BOZONNET Justin, DURET Aline, FABRE Rémy.

Absents excusés :

BONDAZ Patrick donne suppléance à M. DALIBARD,
COTTET Sophie donne suppléance à M. REY Emmanuel,
DEMOLIS Cyril donne suppléance à M. MAURE Dominique,
GUILHARD Jean donne suppléance à M. BOZONNET,
KUNG Jean-François donne suppléance à Mme DURET,
VENNER Laetitia donne suppléance à M. FABRE,
BAUD Jean-Baptiste donne pouvoir à M. THOMAS,
BURGNARD Michel donne pouvoir à Mme PFLIEGER,
DEAGE Joseph donne pouvoir Mme BERTHIER,
GIRARD René donne pouvoir à M. ARMINJON
JACQUIER Olivier donne pouvoir à M. TERRIER,
MAXIT Monique donne pouvoir à Mme GIGUELAY,
MORIAUD Pascale donne pouvoir à M. SONGEON.

Secrétaire de séance : DEVILLE François

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 31

Nombres de délégués suppléants présents : 6

Nombre de pouvoirs : 7

Nombres de votants : 44

Convocation : 3 octobre 2024

Point n°6 – Accord de principe pour une participation financière du SIAC au projet LACS porté par l'INRAE sur le site de THONON LES BAINS

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, informe l'Assemblée que le SIAC a été sollicité par l'INRAE et Monsieur le Recteur délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche au sujet du financement du projet LACS (Laboratoire d'Accueil, formation Continue et Services), porté par l'INRAE sur le site de THONON-LES-BAINS de l'Unité Mixte de recherche INRAE-Université de Savoie Mont-Blanc CARTEL (Centre Alpin de Recherches sur les Réseaux Trophiques des Ecosystèmes Limniques).

Ce projet consiste en la rénovation d'un bâtiment existant et en la réalisation d'une extension pour doter le site de THONON LES BAINS d'un amphithéâtre et d'une salle de cours-travaux pratiques

supplémentaires, d'une salle de restauration, de laboratoires dédiés aux analyses de l'ADN, de nouvelles salles de laboratoires pour l'accueil des collections et le traitement des échantillons lacustres ainsi que d'espaces de stockages. Une équipe de maîtrise d'œuvre sera bientôt sélectionnée, les travaux étant prévus à partir de 2026.

Ce développement a pour ambition de faire passer un cap à ce site en tant que centre de référence en limnologie et d'accentuer son rayonnement national et international.

Ce projet est inscrit au Contrat de Plan Etat Région (CPER) mais les crédits sont apparus insuffisants eu égard aux évolutions récentes des coûts de construction et d'équipement.

Des discussions ont été engagées et pourraient se matérialiser par un apport complémentaire de l'INRAE, un positionnement supplémentaire du Département de la Haute-Savoie à confirmer, dans la continuité de son taux de contribution initial, et pour le solde, une participation du territoire qui pourrait provenir de l'épargne transitoire constituée par le SIAC grâce aux participations reçues au titre de sa clé générale de contribution.

Il est précisé que les autres participations déjà contractualisées au CPER seraient appelées en priorité (Etat-INRAE, Région AURA, Département 74), la participation du territoire du Chablais ne serait appelée qu'après confirmation du besoin, sur la base des besoins de financement définitifs, en 2025-2026, et dans la limite de 175 000 €.

Il est rappelé que ce schéma est envisageable si le Département de la Haute-Savoie confirme son apport complémentaire (2/3 du besoin de financement restant), le montage étant basé sur la base d'un maintien des taux de contribution initiaux au projet, le SIAC s'inscrivant dans la continuité du taux de contribution de la Région AURA qui ne peut aller au-delà de sa participation contractuelle initiale (1/3 du besoin de financement restant).

Toutefois, il convient de rappeler que, même si le SIAC a participé et participe toujours à divers projets d'intérêt général à l'échelle du Chablais pour des montants très importants (contournement routier, Haut-débit, ligne ferroviaire du Léman Express et ses Gares), sa contribution à ce projet nécessitera une révision statutaire. Les discussions préalables sont déjà engagées pour les mener à bien dans les meilleurs délais.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical décide à la majorité (six personnes contre et une abstention) des membres présents ou représentés :

- **DONNE** son accord de principe pour une participation du SIAC au projet LACS porté par l'INRAE – Unité Mixte de recherche INRAE-Université Savoie Mont Blanc CARTEL, à hauteur de 175 000 € maximum, à verser sur la période 2026-2027, les autres financements étant prioritaires pour couvrir les besoins définitifs,
- **PRECISE** que cet accord de principe est émis sous réserve de l'aboutissement d'une modification des statuts du SIAC en ce sens, démarche engagée par des discussions préalables qui restent à concrétiser dans les prochains mois.
- **CHARGE** Mme la Présidente de poursuivre ces discussions statutaires auprès des membres du SIAC, en prenant notamment en compte cette sollicitation.

Le secrétaire de séance,

François DEVILLE



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.